

Propositions // Prezi corpus de documents

La Défense européenne

Si l'idée d'une Défense européenne est ancienne puisqu'elle précède même la construction européenne, son histoire est contrariée et inachevée. Certes, elle connaît un nouvel élan dans un contexte d'instabilité à l'Est et d'incertitudes du projet américain.

PBQ : La Défense européenne, quelle place entre les Etats-Unis et les défis sécuritaires à l'Est ?

Première partie :

La Défense européenne et son positionnement par rapport à l'OTAN

PBQ : La Défense européenne, un concept d'avenir qui le restera longtemps ? cf Pascal Boniface

I) Les grandes étapes :

- 1ère étape : l'échec initial de la Communauté européenne de la défense (CED) :

Carte CED

https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_europ%C3%A9enne_de_d%C3%A9fense

Au sortir de la Guerre : idée d'une défense commune.
mais Guerre froide à partir de 1947.

- **Traité de Bruxelles en 1948** : France, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : Création de l'Union occidentale qui préfigure l'Union de l'Europe occidentale (UEO), une alliance à vocation défensive.

- En parallèle, **l'OTAN, l'organisation du traité Atlantique nord**. = alliance de sécurité et de défense collective signée en **1949** par des pays de l'espace européen (Belgique, France, Italie, Luxembourg, Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, Portugal) et placée sous l'égide des Etats-Unis.

- **Projet avorté de la CED en 1954** cf opposition des gaullistes et des communistes en France car prévoyait de placer le commandement des armées sous le commandement de l'OTAN.

Après l'échec de la CED, la défense de l'Europe est du ressort de l'OTAN.

Frise chronologique (2018)

- **2ème étape : Maastricht, 1992 : Instauration du principe de défense européenne commune :**

Traité de Maastricht : naissance de la **politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne (PESC)**, le deuxième des trois piliers instaurés.

Pb : 1 principe à l'ombre de l'OTAN.

- **3ème étape : Saint-Malo, décembre 1998, mise en place de moyens :**

Point de départ de la Politique européenne de sécurité et de défense (**PESD**) cf une déclaration qui fixe un objectif : **l'établissement de moyens militaires pour l'Union européenne.**

Pb : G Irak (2003) fait voler en éclats les progrès.

- **4ème étape : Traité de Lisbonne (2007) :**

- Des instruments nouveaux :

Un Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité = le chef de la diplomatie européenne, chargé de conduire la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne.

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) = corps diplomatique de l'Union européenne.

- **La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne avec des moyens civils et militaires.**

- **Le « paquet défense » = une stratégie pour l'industrie européenne de l'armement.**

- **5ème étape 2017 : Un pas vers l'autonomie stratégique ?**

- **2 volets qui se complètent :**

- **juin 2017 : Principe du Fonds européen de la défense (FED) : 590 millions d'euros jusqu'à la fin 2019, puis 1,5 milliard d'euros par an à partir de 2020 pour stimuler les capacités de défense européennes, devrait être concrétisé en 2021.**

- **15 novembre 2017 : La PESCO : Coopération structurée permanente en matière de défense** : 25 Etats fin décembre 2017 moins Danemark, Malte et RU.

- **1 document de réflexion sur l'avenir de la défense européenne par la Commission européenne : 3 scénarii possibles :**

voir : https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/reflection-paper-defence_fr.pdf

Conclusion :

La Défense européenne = un lent processus. Après l'échec de la CED, l'Europe n'intègre pas vraiment la défense // OTAN durant la guerre froide. Jusqu'en 1998, émergence d'une politique de défense hésitante, cf formulation du traité de Maastricht : « La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union européenne, y compris la définition à terme d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense européenne » (art. 14, Traité sur l'Union européenne). Sommet de Saint-Malo marque un premier progrès car il reconnaît la légitimité de l'Union à élaborer une défense commune. Cependant, la guerre d'Irak marque un coup d'arrêt et il faut attendre 2017 pour que s'ouvre une nouvelle fenêtre, réveil confirmé par l'Initiative européenne d'intervention (IEI) lancée le 25 juin 2018.

voir : <https://www.defense.gouv.fr/dgris/action-internationale/l-ie>

II) Les relations UE-OTAN :

A) Les Etats- membres :

Carte : L'élargissement de l'OTAN en Europe (2017)

<https://www.franceculture.fr/geopolitique/pourquoi-lotan-continue-selargir-vers-lest>

- **Les Etats-membres : 29 depuis 2017 dont 22 pays de l'UE :**

- **7 ne sont pas membres de l'UE : EU, Canada, Turquie, Norvège, Islande, Albanie et Monténégro .**

Or ce sont des Etats qui ont un poids majeur dans l'OTAN, poids qui sera renforcé avec le Brexit quand RU les rejoindra.

- // **Les Etats de l'UE qui ne font pas partie de l'OTAN : Chypre, Malte, Autriche, Irlande, Finlande et Suède pèsent relativement peu dans l'UE.**

- **Pb Turquie** : Occupation turque du Nord de Chypre empêche des relations normales. Ajouter à cela, le jeu de la Turquie avec la Russie et l'Iran cf « Troïka ».

- **L'élargissement à l'Est :**

Depuis la chute du Mur de Berlin, l'OTAN s'est exclusivement élargie à l'Est de l'Europe en intégrant :

- des pays de l'ancien Pacte de Varsovie : Pologne, République tchèque, Hongrie (1999), Bulgarie, Roumanie, Slovaquie (2004) et Albanie (2009).
- des pays de l'ex-Yougoslavie : Slovénie (2004), Croatie (2009), Monténégro (2017).
- des pays de l'ex-URSS : les pays Baltes :Estonie, Lettonie et Lituanie (2004).

Chaque intégration = une menace pour la Russie **voir UE / Russie**. Certes signature de l'Acte fondateur OTAN-Russie (1997) cf coopération et solidarité mutuelles, remplacé par le Conseil OTAN-Russie (2002) suspendu en 2014 après l'intervention de la Russie en Crimée.

« C'est l'OTAN qui donne le rythme, et l'UE court derrière ». Un général français, dès 2003 :

<https://www.diploweb.com/UE-OTAN-quels-rapports.html>

- sur les 10 Etats entrés dans l'UE en 2004, 8 étaient déjà entrés dans l'OTAN auparavant.
- Elargissement de 2007 : idem Bulgarie et Roumanie entrées à l'OTAN en 2004.
- 2013 : idem pour la Croatie qui avait adhéré à l'OTAN en 2009.
- Idem pour les 5 candidats officiels de l'UE : Islande et Turquie déjà membres de l'OTAN (1949 et 1952) , Monténégro (2017), Macédoine du Nord en pourparlers d'adhésion à OTAN et Serbie se rapproche de l'OTAN.

Pourquoi d'abord l'adhésion à l'OTAN ?

- La sécurité offerte par l'OTAN.
- La faiblesse de la politique de défense de l'UE cf incapacité dans les Balkans...

Pb : Cela compromet les chances de voir émerger une véritable politique de défense européenne.

B) Un partenariat historique :

Tableau : Un jeu complexe du partage du fardeau transatlantique 1949-2017

d'après: *Le partage du fardeau au sein de l'OTAN : l'effet Trump ne durera pas* par Peter Viggo Jakobsen et Jens Ringsmose, Collège royal danois de la défense, article publié dans Défense Sécurité Internationale Hors série n°57, *L'OTAN au XXI^e siècle : l'alliance militaire la plus puissante de l'histoire ?* Areion Group, Paris, décembre 2017 – janvier 2018. <https://www.areion24.news/produit/dsi-hs-n-57/>

<https://www.areion24.news/2018/07/11/le-partage-du-fardeau-au-sein-de-lotan-leffet-trump-ne-durera-pas/>

Prospective : Les Américains « resteront » car les Européens feront suffisamment d'efforts sans aller jusqu'au 2 % et les Américains continueront à se plaindre...

Carte : La contribution des Etats européens en 2016

<https://www.touteurope.eu/actualite/la-contribution-des-etats-europeens-a-l-otan.html>

- **Le financement direct = 1 quote-part** des membres de l'OTAN calculée selon une formule prenant en compte le revenu national brut (RNB) des Etats.

Principaux contributeurs dans l'UE = **Allemagne** : 14,65% du budget commun, **France** (10,63%), **Royaume-Uni** (9,85%), **Italie** (8,41%) **Espagne** (5,78%). Les autres Etats membres ont tous une quote-part inférieure à 5% du budget, correspondant même le plus souvent à moins de 1%. Les **Etats-Unis** ont la contribution la plus importante : 22,14%.

- **Le financement indirect = les dépenses de défense.**

Seuls 4 Etats respectent les fameux 2 % du PIB : Grèce, RU, Estonie et Pologne.

Photographie : Opération EUFOR Concordia en Macédoine mai-décembre 2003

<https://www.touteurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-l-eufor.html>

- **EUFOR : Force opérationnelle de l'UE.**

- **Contexte : 1ère phase de la mise en place de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui constitue le volet opérationnel militaire et civil de la Politique étrangère de sécurité commune (PESC), (2003-2006)**

- **1ère opération militaire de l'UE : opération militaire dans les Balkans cf relais de l'OTAN** suivie d'une mission de police *Proxima*. 400 soldats pour assurer la sécurité des observateurs.

C) De l'interaction à l'autonomisation ?

Schéma : Coopération UE-OTAN (2018)

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_fr/40869/Coop%C3%A9ration%20UE-OTAN%20-%20Factsheet

- **Contexte : Effets de la crise financière et menace russe.**

- **Déclaration de Varsovie (2016) : 7 domaines d'intervention définis pour approfondir la coopération :**

1) **Menaces hybrides** : Pb : notion floue (comme les adversaires) : Russie cf guerre hybride : moyens militaires et non militaires pour déstabiliser l'ennemi, le terrorisme, la criminalité...

2) **Synergies opérationnelles** : surtout en mer cf Atlantique N, Baltique et Mer noire cf menace russe + question des migrants cf Méditerranée.

3) **Cyber sécurité** : coordonner missions et opérations, exercices, formation, entraînement....

4) **Renforcement des capacités** : améliorer les capacités et la résilience des partenaires à l'Est et au Sud.

5) **Capacités de défense** : assurer la cohérence, la complémentarité et la gestion commune (matériel...) .

6) **Recherche et industrie** : développer une industrie de défense.

7) **Exercices** : intensifier la coordination surtout dans le domaine hybride cf novembre 2018 : « *Un pays voisin menacé de stabilité, plusieurs pays européens sous le coup d'attaques apparemment séparées mais en réalité bien coordonnées... C'est le scénario de l'exercice important de gestion de crise, que lancent aujourd'hui l'Union européenne et l'OTAN* ».

voir <https://www.bruxelles2.eu/2018/11/19/un-voisin-menace-de-stabilite-demande-de-laide-exercice/>

Schéma : Les éléments d'une union européenne de la sécurité à la défense (2017)

https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/reflection-paper-defence_fr.pdf

3 scénarii :

- **1^{er} : Coopération en matière de sécurité et de défense** : les États membres de l'UE coopéreraient plus fréquemment qu'auparavant en matière de sécurité et de défense.

- **2^{ème} : Sécurité et défense partagées** : les États membres de l'UE s'achemineraient sur la voie d'une sécurité et d'une défense partagées donc plus grande solidarité financière et opérationnelle dans le domaine de la défense.

- **3^{ème} : Défense et sécurité communes** : les États membres approfondiraient encore la coopération et l'intégration pour se diriger vers une défense et une sécurité communes.

Bilan :

- **OTAN : 29 Etats avec un élargissement vers l'Est qui se poursuit. Pb : 2 risques : intégrer des pays instables cf Albanie et des pays**

potentiellement menacés.

Un partenariat historique mais incertitudes avec le Pdt Trump.

- UE : Dans un contexte d'instabilité à l'Est cf Russie + vague populiste, au Sud cf migrants, de terrorisme et de Brexit, un nouveau cycle depuis 2017 : la plupart des pays européens favorables à une sécurité commune mais des divergences d'ambition :

Initiative européenne d'intervention (IDEI) juin 2018 : France, Allgne, Belgique, Danmark, PB, Estonie, Portugal, RU et Finlande :

objectif du groupe : promouvoir l'autonomie militaire de l'Europe.

- Une armée européenne ?

Noyau dur : France, Allgne mais des différences :

France : « une Europe qui se défend davantage seule, et sans dépendre seulement des États-Unis et de manière plus souveraine ».

Allemagne : « véritable armée européenne », « un complément à l'OTAN » non un outil dirigé « contre l'OTAN ». // concept de nation-cadre = pilier de la défense européenne = Allgne a mis en œuvre ce concept avec 19 Etats de l'UE.

Pb : en toile de fond : le leadership // les industries de la défense cf KMW (chars). Frce quasi-inexistante en termes d'exportation d'armement en Europe. Par contre Allgne : chars, sous-marins

Pays réticents: la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (Pologne, Etats baltes, pays Europe du Nord) .

III) La Défense européenne en action :

Graphique : Les dépenses de défense de l'UE (2018)

https://www.europedirectpyrenees.eu/wp-content/uploads/dossier_info_CIED_Pyrenees_avenir_defense_UE_v20180920.pdf

- 2° rang mondial en termes de dépenses de défense

- mais une force de frappe fragmentée : ex : 178 systèmes d'armes différents : ex 17 types de chars différents...

de manque de coordiantion + coût cf avec acquisition en commun économie de 30 % / an des dépenses de défense.

Carte :Missions et opérations de l'UE en cours 2018

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/35495/vers-un-renforcement-de-lue-de-la-s%C3%A9curit%C3%A9-et-de-la-d%C3%A9fense_fr

<https://www.bruxelles2.eu/2019/01/03/les-missions-et-operations-de-la-psdc-budget-personnel-commandement-le-point/>

- **6 opérations militaires en cours sur terre et mer** : créer un environnement sûr et sécurisé, lutter contre la piraterie et désorganiser les réseaux de trafiquants.
- **10 missions civiles en cours dans les Balkans, le voisinage oriental, le Moyen-Orient et l'Afrique** : prévenir les conflits et de soutenir le développement des capacités dans les domaines de l'État de droit et de la réforme du secteur de la sécurité.
- Près de **6 000 personnes mobilisées** : environ 3 300 dans opérations militaires et plus de 2 200 dans les missions civiles.
- **Coût global : 900 millions d'euros (500 millions pour les opérations militaires et donc 400 millions pour les missions civiles)** pris en charge en partie par le budget communautaire les Etats.
- **Commandement : une quinzaine de nationalités.**

Bilan : Opérations et missions en cours répondent aux objectifs de la protection de la sécurité européenne cf crises migratoires et terrorisme surtout.

Conclusion :

La Défense européenne : des attentes des citoyens (76 % des Européens soutiennent la PSC), des avancées mais qu'en est-il exactement de la volonté politique // positionnement par rapport à OTAN ? 1 enjeu pour les futures élections européennes.

UE / Russie, une relation ambivalente : quelles perspectives ?

I) En crise ?

A) Des tensions sur les marges orientales:

Carte : Un rideau de fer entre la Russie et l'UE ? (2018)

Grand Atlas, Autrement, 2018

- **Des sujets de discorde :**

- **2003 et 2004** : « Révolutions de couleur » en Géorgie puis en Ukraine.
- **2008** : Conflit géorgien.

- 2009 : Ukraine = UE a proposé un partenariat oriental = « la grosse bêtise » H. Védrine.

Pb : UE entrainé dans le périmètre de sécurité de la Russie donc inacceptable d'autant que OTAN et UE s'étaient élargies à l'Est depuis 2004.

- De la crise ukrainienne de 2014 = refus de la Russie de perdre encore de l'influence dans l'ex-espace soviétique cf « étranger proche » // expansion géopolitique de l'OTAN et de l'UE = 1 ligne d'endiguement de la Russie...

au conflit en Ukraine : **cf fiche démarche : Le Donbass, un conflit d'usure.**

D'où à partir de 2014, cycle de sanctions et contre-sanctions.

- Europe divisée comme à l'époque de la GF ?

Remilitarisation à l'Est :

- Russes cf bases : Biélorussie, Donbass, Crimée.

- Forces US + bases UE : Allemagne, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Grèce, (+ Turquie).

Bilan : Depuis 1990 « les Européens n'ont fait que déplacer le rideau de fer » Héléne Carrère d'Encausse cf à l'Est de la Pologne.

B) Des divisions au sein de l'UE :

Carte : La carte du tendre russe (2018)

<https://www.bruxelles2.eu/2018/03/27/la-carte-du-tendre-russe/>

- Un front anti-russe (dur à très dur) : les Pays Baltes, la Pologne, la Roumanie, la République Tchèque, la Suède, la Norvège, le Danemark et le Royaume-Uni. Des pays à proximité de la Russie qui se sentent menacés : Pologne, Etats baltes mais pas seulement.

- Les pays les moins opposés (tendre, très tendre) : Belgique, Luxembourg, Espagne, Italie, Slovaquie, Hongrie, etc.. , Grèce, Chypre...

- Position médiane : France, Allemagne ...

- **A nuancer : UE : vague d'expulsions de diplomates russes**, près de 300 (en réaction à l'affaire Skripal au RU 4 mars 2018 dont la Russie est présumée être l'auteur). **19 pays de l'UE:** RU, Irlande, France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Italie, Grèce, Croatie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Pays baltes, Finlande, Danemark, Suède.

Bilan : Pas de position commune au sein de l'UE. Ajouter à cela, les populismes en Hongrie et Italie : Hongrie une tête de pont poutienne ? A nuancer car dépendance du pays aux fonds européens. Italie favorable à une désescalade avec Moscou.

C) L'étranger proche :

Carte : La Russie et son étranger proche» (2014)

https://www.diploweb.com/IMG/pdf/Russie_Etranger_proche_C-_Bezamat-Mantes.pdf

- « **L'étranger proche** » = les 14 anciennes républiques soviétiques non russes devenues indépendantes à l'issue de la dislocation de l'URSS = 1 zone tampon mais un ensemble disparate d'un point de vue démographique, économique, politique.

- **D'un point de vue géopolitique : un ensemble très disparate aussi :**

Les pays baltes appartenant à l'OTAN.

L'Asie centrale et l'Azerbaïdjan : influence chinoise.

A l'Ouest, des pays qui n'appartiennent pas à l'OTAN mais qui sont influencés par « l'Ouest ».

- **2 dynamiques dans cet espace : dépendance et rejet de la Russie.**

- // **D'autres acteurs : les Américains via l'OTAN et l'UE .**

Carte : La Politique européenne de voisinage (2018)

<https://www.futuribles.com/fr/revue/424/la-politique-europeenne-de-voisinage-en-echec/>

L'UE : via sa Politique européenne de voisinage (PEV) lancée en 2004 pour favoriser la stabilité, la sécurité et la prospérité dans les pays les plus proches de ses frontières. En Europe de l'Est : Moldavie, Ukraine et Biélorussie.

Pb : cas de l'Ukraine = chevauchement avec « l'étranger proche » de la Russie = chevauchement de zones d'influence.

D) Les relations économiques UE / Russie :

- **Les relations commerciales:**

UE : 1^{er} partenaire économique de la Russie // Russie n'est pas le 1^{er} partenaire économique de la Russie.

Avec le cycle sanctions // contre-sanctions : chute des échanges commerciaux de 44 % entre 2012 et 2016.

- **Dépendance de la Russie en termes de financement ou de technologies cf Partenariat pour la modernisation signé en 2008.**

Embargo occidental = blocage de transfert de technologies dans 3 domaines essentiels pour la Russie : le forage en mer, l'exploitation du pétrole de schistes, les technologies duales (civiles mais pouvant avoir un usage militaire) mais Russie a décidé de coopérer avec Chine // des priorités nationales de recherche ex : dans le domaine du forage.

- **Les hydrocarbures, une interdépendance :**

Carte : Le levier énergétique russe (2016)

<https://www.touteurope.eu/actualite/la-dependance-energetique-europeenne.html>

+ Article *Quelles perspectives pour les relations Europe-Russie* ? paru dans *Les Grands Dossiers de Diplomatie* n° 36, décembre 2016-janvier 2017.

Schéma Les importations européennes d'énergie (2015)

<https://www.touteurope.eu/actualite/la-dependance-energetique-europeenne.html>

- Dépendance des pays de l'UE, surtout en Europe de l'Est cf Russie = 1^{er} fournisseur d'hydrocarbures en Europe mais à noter qu'avec la multiplication des usines de gaz liquéfié, UE pourra bientôt s'approvisionner sur tous les continents.
- // Dépendance de la Russie par rapport à demande UE d'où recherche de partenaires en Asie cf Chine // avec sa capacité de liquéfaction qui augmente, Russie pourra aussi diversifier sa clientèle.

Bilan : Les tensions diplomatiques ont un impact évident sur les relations économiques : effondrement des échanges commerciaux mais ne pas oublier les accords bilatéraux.

E) La Russie dans la cyberguerre :

Carte : La Russie dans la cyberguerre (2018)

La Documentation photographique n°8126, *La Russie, une puissance en renouveau ?*, novembre-décembre 2018

- **Groupe APT28** : Groupe de hackers russes actifs depuis 2007 : attaques cybernétiques contre Pays baltes, pays membres de l'OTAN et / ou alliés des Etats-Unis.

Pb : liens avec le pouvoir russe , pas de preuves techniquement parlant.

- **Russie serait responsable de 113 attaques cybernétiques et informationnelles dans le monde depuis 2007** : 1ère en Estonie (2007) : saturation des serveurs gouvernementaux), etc.. , contre les serveurs du Parti démocrate américain (2016).

- **Russie : une puissance cybernétique cf le Runet // capacités de se couper d'internet cf test avant le 1^{er} avril 2019 ?**

- // **La perception de la puissance cybernétique russe : une projection de ses adversaires ?**

Bilan : Une guerre hybride russe dans le cyberspace ? Autant due au pouvoir russe qu'à ses adversaires.

II) Les points chauds :

A) En mer noire post-Crimée :

Carte de Laurent Pétoniaud : En mer Noire post-Crimée (2017)

<https://nos-medias.fr/video/la-russie-ouvre-le-feu-et-capture-3-navires-ukrainiens-en-mer-noire-qui-tentaient-de-rejoindre>

+ Article *Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Enjeux stratégiques en mer Noire post-Crimée*, Hérodote n°166-167, 2017.

- **Incorporation de la Crimée dans la Fédération de Russie mars 2014 = réaffirmation de la place géostratégique de la Russie en mer Noire.**

- **Remilitarisation de la Crimée : ex la base Sébastopol** : d'ici 2020 : 6 frégates, 6 sous-marins, 2 corvettes et des unités aériennes.

= Force dissuasive contre OTAN en mer Noire // possibilité de déployer forces russes en Méditerranée cf Moyen-Orient.
- Réaction dans la région suite à annexion de la Crimée = OTAN unanimement considérée comme 1 force de stabilisation de la région par Bulgarie, Roumanie, Ukraine et Géorgie donc présence indispensable. Turquie : jeu multilatéral entre Russie et OTAN.
Bilan : 1 équilibre régional qui n'est pas en faveur de la Russie. Du « lac russe » au « lac OTAN » ? Louis Pétoniaud Hérodote n° 166-167.
cf fiche démarche: Le Donbass, un conflit d'usure.

B) Les pays Baltes :

Carte : Bataillons de l'OTAN à la frontière russe (2017)

<https://twitter.com/afpfr/status/903561067665559553>

- pays Baltes : **Peur de la Russie, surtout après annexion Crimée et guerre du Donbass** (cf question de leur indépendance , 1 litige avec Russie).
Pb le passage de Suwalki= seul point de jonction entre les pays Baltes et leurs alliés de l'OTAN.

Des incidents : ex : 1 enlèvement d'un policier estonien par les services secrets russes le 5 septembre 2014 à la frontière russo-estonienne.

Demande d'une présence permanente des soldats de l'OTAN après annexion de la Crimée.

- OTAN et UE = les Pays baltes = 1 symbole de fermeté à l'égard de Moscou.

Politique de dissuasion : depuis 2016, une force de 4 500 militaires d'une vingtaine de pays en permanence // des manœuvres de grande ampleur en particulier en Lituanie. Exercice multinational *Anakonda* novembre 2018 (Pays Baltes et Pologne).

- Russie : Pays baltes = ligne d'encerclement cf OTAN surtout.

Exercices militaires frontaliers : ex : *Zapad 2017* , en Biélorussie = 100 000 hommes notamment + incursions territoriales.

Cyberattaques ? Propagande auprès des minorités russophones.

Bilan : Risque d'une guerre hybride ? Risque de surenchère ? La Russie = un voisin anxigène mais en parallèle coopération Pays baltes / Russie : commerce, industrie, transports...

C) La Baltique :

Carte de la Baltique. Inégaux face à la puissance militaire russe(2015)

<https://www.diploweb.com/L-ombre-russe-plane-sur-la.html>

- Pays d'Europe du Nord (Suède, Finlande et Danemark cf UE).

Des tensions avec la Russie avant l'annexion de la Crimée : ex : des avions russes avaient délibérément violé l'espace aérien suédois...

Peur d'une entrée des troupes russes dans un des Pays baltes ou d'une escalade militaire suite à intrusion dans l'espace aérien d'avions russes.

Suède : neutre, mais remilitarisation ex : l'île de Gotland, proche de la Russie.

Finlande : neutre mais a ses propres forces militaires.

Coopération avec l'OTAN pour les 2 Etats : 2014 Accord avec l'OTAN dit de soutien fourni par le pays hôte . **Un pas vers l'intégration ?**

Danemark : le seul, membre de l'OTAN et de l'UE à la fois.

- **OTAN : Exercice *Trident Juncture* novembre 2018 : le + grand exercice militaire de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide : 50 000 hommes.**

- **Russie : La Baltique = 1 enjeu stratégique. Incursions territoriales, exercices militaires dans espace proche : *Zapad 17*.**

Bilan : La Baltique (+ l'Arctique) : 1 enjeu stratégique pour la Russie. Des enjeux sécuritaires pour l'Europe du Nord avec une dépendance à l'OTAN cf limites de leurs capacités militaires.

Conclusion :

UE / Russie : des relations dégradées du fait du retour de la Russie sur le plan militaire d'où de nombreux points de désaccords mais pas de front uni face à la Russie. Ajouter à cela, la prégnance de l'OTAN dans les questions de défense des « périphéries » de l'UE.

**Séquence : Le Donbass, un conflit d'usure.
voir fiche démarche**